

## Conseil d'Administration (CA) de l'Ined du jeudi 18 juin 2020, texte lu par les élu.e.s du personnel

---

Le gouvernement cherche à passer **en force malgré l'opposition unanime des organisations représentatives du personnel et des étudiant·e·s de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR)**. Il compte profiter du fait que l'activité présentielle est réduite dans les centres de recherche et les universités, que ces dernières sont fermées au public et que la crise sanitaire impose des mesures de restriction des libertés notamment sur le droit de manifester, pour empêcher les personnels et les étudiant·e·s de prendre pleinement connaissance des conséquences néfastes de ce projet de loi qui modifiera durablement leurs conditions de travail.

Le texte contient tout ce que nous avons dénoncé avant le début du confinement, notamment dans les manifestations du 5 mars :

- Liquidation des statuts avec la mise en place de « tenure tracks », contrats de 3 à 6 ans pouvant concerner jusqu'à 25 % des recrutements de directeurs de recherche et de professeurs ;
- Explosion de la précarité avec la mise en place des « CDI » de mission scientifique pour la durée des projets ;
- Renforcement de la recherche sur projets avec une part croissante du financement des besoins pérennes passant par l'ANR et ses appels à projets

Quant aux fameux « engagements » budgétaires sur 10 ans que la ministre ne cesse de mettre en avant, ils n'engagent en rien les gouvernements à venir.

Nous représentant du personnel au conseil d'administration de l'Ined tenons par cette déclaration à exprimer notre opposition à la tentative de passage en force de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.